

## Brésil

### L'héritage de l'époque Cardoso et les défis du nouveau gouvernement Lula

Jorge TAPIA \*

**P**our la première fois dans l'histoire politique brésilienne, le Parti des travailleurs (PT) a gagné les élections pour la présidence de la République. La signification la plus évidente de l'élection de Luiz Ignacio Lula da Silva est de représenter pour la première fois l'accession de la gauche au pouvoir au Brésil, après trois tentatives malheureuses en 1989, 1994 et 1998. Sans aucun doute, la victoire du PT aux élections présidentielles et sa bonne performance aux élections pour le Congrès national (Chambre des députés et Sénat) représente une nouveauté dans la politique brésilienne, malgré les résultats modestes obtenus aux élections pour les gouvernements d'Etats.

Elu avec une marge très nette de voix et une grande légitimité acquise par 61,3 % des suffrages exprimés (52,8 millions) contre 38,7 % (33,4 millions) obtenus par Jose Serra du PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne), Lula va gouverner à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 dans une situation politique, économique et sociale complexe.

En ce qui concerne les Etats, la majorité des gouverneurs nouvellement élus

n'est pas exactement favorable au nouveau président. Il va être obligé de coexister avec un groupe de gouverneurs dont la majorité (16 Etats) appartiennent aux principaux partis qui soutenaient le président Cardoso, le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), le PSDB et le PFL (Parti du front libéral). Les partis de gauche régiront les onze Etats restants. Au niveau des élections des gouverneurs, le PT n'a pas obtenu de résultats brillants. Il n'a conquis que trois Etats de faible importance et perdu ce lui de Rio Grande do Sul dont il gouverne la capitale, Porto Alegre depuis seize ans.

Les résultats des élections pour les gouverneurs d'Etat laissent présager des difficultés pour le nouveau président, principalement à cause de l'influence qu'exercent ces derniers sur les groupes parlementaires à la Chambre des représentants et au Sénat.

A l'inverse, les résultats à la Chambre des représentants ont été favorables au PT. Le groupe de députés *petista* est passé de 58 à 91 membres sur 513 au total, alors que le PSDB du Président Fernando Henrique Cardoso a perdu 22 sièges. En

---

\* Professeur à l'Université de Campinas, Institut d'économie, Brésil, chercheur invité à l'IRES en

## BRESIL

même temps, les partis du centre, le PMDB et le PFL conservateur, ont connu eux aussi une progression, respectivement de 73 à 87 sièges et de 84 à 98.

De la même façon, les résultats aux élections sénatoriales montrent une croissance importante du PT qui est passé de 8 à 14 sénateurs sur 81 et une réduction significative du PSDB qui a vu sa participation chuter de 14 à 11 sièges. Le PFL a maintenu ses résultats avec 19 sièges et le PMDB a connu une réduction de son groupe de 23 à 19 sénateurs. Les petits partis de gauche ont pratiquement maintenu leur représentation. D'une façon générale, les résultats tant à la Chambre qu'au Sénat font du PT le principal gagnant et du PSDB le plus grand perdant ; cependant, les partis traditionnels comme le PFL et le PMDB ont pu maintenir leur niveau de représentation.

Malgré l'importance de l'avance de la représentation parlementaire du centre gauche, le demi-échec à l'élection des gouverneurs expose le président à une situation qui exigera de lui une capacité considérable de négociation. Il est vraisemblable que le nouveau président bénéficiera du climat apaisé dans lequel se sont déroulées les élections et des appuis reçus de secteurs traditionnellement opposés au PT.

D'ailleurs, les premières déclarations modérées, favorables à un dialogue avec le président Lula, d'une partie des gouverneurs principaux d'opposition, comme ceux des États du Minas Gerais, de l'Aécio Neves (PSDB) et du Rio Grande Sul Germano Rigotto (PMDB) semblent confirmer cet accueil bienveillant. De plus, Lula a bénéficié de l'appui de l'ancien président José Sarney (PMDB) au Sénat. Tout cela laisse en trevoir la possibilité d'un accord politique

entre les gouverneurs et la direction du groupe parlementaire, et même, paradoxalement, le soutien d'une partie du PMDB et du PSDB qui pourraient appuyer les initiatives du PT au congrès national. Evidemment, ces appuis vont exiger des concessions que le président Lula semble disposer à faire malgré les réticences déjà manifestées par les députés *petistas*.

Du point de vue institutionnel, il est important de mentionner la création, à l'initiative du Président Cardoso, d'une structure composée d'une cinquantaine de conseillers choisis par le nouveau président et chargés d'assurer la transition entre les deux équipes gouvernementales.

L'objectif est de permettre une transition institutionnelle coordonnée et de surmonter les risques de discontinuité d'information entre le gouvernement sortant et les nouveaux occupants de l'appareil d'Etat.

Pour le futur président, cette structure de transition représente un instrument important à la fois pour connaître la situation économique véritable, celle des différents ministères et secrétariats d'Etat et pour désamorcer par avance toute tentative d'exploitation démagogique de l'arrivée de la gauche au pouvoir. De ce point de vue, cette innovation constitue un signe de maturité dont on peut penser que Lula va bénéficier.

---

### **La situation macro-économique : vulnérabilité externe et fragilité financière**

Sur le plan économique, le nouveau gouvernement *petista* va trouver une situation délicate à cause de sa vulnérabilité externe, de la fragilité financière du secteur public, du retour progressif de

l'inflation et, en fin, de la pression monétaire sur le real.

Ces éléments reflètent la crise de la stratégie de libéralisation et d'ouverture commerciale de l'économie brésilienne adoptée au cours des années 90. Ce modèle a attiré les investissements étrangers directs comme mécanisme de base du financement, alors qu'en même temps plusieurs sociétés publiques étaient privatisées, particulièrement dans les secteurs des infrastructures et de la sidérurgie. Avec l'ouverture de l'économie brésilienne à la concurrence externe, cette libéralisation a été l'un des piliers principaux de la stratégie économique des années 90.

Après quelques tentatives infructueuses de lutte contre l'inflation, celle-ci a pu être réduite grâce au plan de stabilisation de l'économie pendant les années 1994 à 2001 ; au cours de cette période, l'inflation a connu une réduction spectaculaire, de 2406 % en 1994 à 10,4 %, en 2001.

Mais il faut noter que la lutte contre l'inflation a connu des succès dans un contexte où l'économie brésilienne ne bénéficiait pas de bons taux de croissance. Ces succès ont eu lieu dans une période de croissance modeste, en comparaison avec la période historique d'industrialisation (1930 – 1980) au cours de laquelle le Brésil avait connu des taux de croissance moyens de 7 % par an. Ce pendant, ce succès contre l'inflation s'est accompagné d'une moindre progression de la croissance notamment de puis 1998.

Au-delà de la médiocrité de la croissance, la progressive détérioration de la situation macro-économique constitue un sujet de préoccupation majeur. Cette détérioration touche les finances publiques et la balance des paiements, particulièrement en ce qui concerne le déficit des

transactions courantes, mais elle s'est traduite aussi par la hausse du chômage.

La dette extérieure du pays a connu une augmentation significative de 148,3 milliards de dollars en 1994 à 228,1 milliards en 2001, en même temps que la dette courante de l'ensemble du secteur public est passée de 29,2 % du PIB en 1994 à 53,1 % en 2001. Simultanément, le PIB qui s'est accru de 5,9 % en 1994 a connu une moindre progression entre 1998 à 2001 (à l'exception de 2000, avec 4,3 %). Ce ralentissement a eu un effet important sur le chômage. Ainsi l'indicateur officiel du chômage pour l'ensemble du pays a atteint 7,6 % en octobre 2002.

Le chômage a touché en particulier la région la plus industrielle du pays, São Paulo, qui a vu son taux s'élever de 17,9 % à 20,4 % dans la région métropolitaine entre décembre 2001 et avril 2002 (DIEESE-SEADE 2002).

Ce problème du chômage ne peut pas être apprécié seulement en termes de stocks (le nombre de demandeurs d'emploi) mais il faut l'envisager en termes de flux. En effet, la population qui arrive chaque année sur le marché de l'emploi est considérable. Selon le DIEESE (Departamento Intersindical de Estatísticas e Estudos Socio-Econômicos), rien que pour absorber les nouveaux contingents qui arrivent sur ce marché, il se serait nécessaire de créer 1,6 million de postes de travail.

Du point de vue macro-économique, le défi principal du futur gouvernement est la gestion de la dette intérieure et extérieure. Selon les prévisions de la Banque centrale brésilienne, en 2003 les besoins de financement du pays seront de 43,4 milliards de dollars. Cette somme recouvre à la fois les 28 milliards correspondant au remboursement de la dette

## BRESIL

extérieure et aux 15,4 milliards de déficit dans les transactions courantes.

Selon la Banque centrale brésilienne, pour honorer ses dettes, le Brésil aurait besoin d'une part d'un apport d'investissements étrangers de l'ordre de 17 milliards de dollars et d'autre part, de nouvelles lignes de financement à hauteur de 26,5 milliards de dollars pour les entreprises publiques et privées. L'alternative serait d'avoir recours aux 24 milliards disponibles à la suite de l'accord signé avec le FMI en août 2002. Cependant, cette dernière solution pourrait avoir un coût politique très élevé pour le nouveau gouvernement parce qu'elle impliquerait l'acceptation ou la renégociation (également onéreuse) des gains primaires négociés dans l'accord avec le FMI.

Par ailleurs, la situation n'est pas rassurante en termes d'évolution de la dette interne. Celle-ci, alimentée par une surévaluation du taux de change avec le dollar, pendant la période de 1994 à 1999 et une politique de taux d'intérêts très élevés, a débouché sur un développement exponentiel de la dette intérieure. Aujourd'hui, environ 40 % de la dette interne est déjà indexée sur le dollar. Par conséquent, les mouvements de dépréciation qu'a connus le real entre 1999 et 2002 ont eu un effet immédiat sur la croissance de la dette interne libellée en dollars.

Pour le nouveau gouvernement, le défi à court terme sera de rétablir les facilités de crédit externes et de renégocier l'échelonnement à plus long terme des dettes intérieure et extérieure, ce qui exige une importante capacité de négociation au plan principalement international.

Sortir du piège de la dette exigera de revenir à une politique de taux d'intérêts

moins élevés, de stabiliser les turbulences monétaires, d'augmenter sensiblement les capacités d'exportation du pays et, enfin, de réduire les importations de biens intermédiaires et d'équipement.

Après chaque dépréciation de la monnaie, les économistes nous ont habitués à des projections optimistes sur les perspectives de croissance du commerce extérieur brésilien. Mais, malheureusement, les résultats de la balance commerciale corroborent rarement leurs pronostics. Fondamentalement, l'évolution de la composition des exportations brésiliennes au cours des quinze dernières années indique une réduction de la part des produits manufacturés à forte valeur ajoutée et une croissance des produits semi-élaborés et des *commodities*.

Le projet du nouveau gouvernement est de stimuler un processus de rapatriement de la production, de définir une politique industrielle sélective, d'élargir les lignes de financement des entreprises brésiliennes y compris les petites et moyennes et de privilégier le marché intérieur. On ne peut espérer que les résultats de ces mesures se produisent à court terme,

Comme l'a dit le futur président Lula, le degré de liberté du nouveau gouvernement pour l'an prochain sera réduit. La grande incertitude de l'économie internationale touchée à la fois par le scandale des financiers d'Enron et de WorldCom, par la crise de la nouvelle économie et par le spectre de guerres à venir aggrave les difficultés présentes au Brésil.

Ainsi, pour résumer, la situation économique dont hérite le gouvernement est caractérisée par une vulnérabilité externe accentuée, une fragilité financière du secteur public, un retour progressif de l'inflation, une augmentation du chômage et une faible croissance de l'économie. Ce-

pendant, le défi principal à court terme pour le président sera de trouver la clé du refinancement de la dette extérieure et des transactions courantes.

**L'héritage social et la priorité du combat contre la pauvreté et la faim**

Parmi les nombreuses formes d'inégalités sociales qui marquent l'histoire du Brésil de puis des décennies, le problème le plus aigu est celui de la pauvreté urbaine et rurale. Selon les évaluations d'un organisme gouvernemental, l'institut de recherches économiques appliquées (IPEA), en 1999, 14,5 % de la population brésilienne vivait dans des conditions de misère, et 34 % avait un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Ces deux contingents représentaient respectivement 22 millions d'indigents et 53 millions de pauvres. De tels chiffres traduisent bien les fortes inégalités de conditions sociales et particulièrement de distribution de la richesse que connaît le Brésil.

La même année, les 10 % les plus riches avaient un revenu moyen 28 fois plus élevé que celui des 40 % les plus pauvres.

Cette situation contraste avec un discours optimiste qui s'appuie sur les résultats immédiats de la réduction de l'inflation sur le pouvoir d'achat des plus pauvres. Ce lui-ci a connu une augmentation pendant la première phase du Plan real (1994 -1998). Mais cette amélioration a fait long feu. Dans un contexte de médiocre croissance et d'aggravation des conditions sociales, le débat sur la pauvreté a resurgi de manière plus intense si bien que le gouvernement Cardoso a été conduit à créer un fonds national de combat contre la pauvreté doté d'un budget d'environ 45 milliards de reais.

Reconnaissant l'urgence des questions de la pauvreté et de la faim, le nou-

veau président a choisi d'en faire une action prioritaire. La proposition de Lula pour affronter ce problème est connue sous l'appellation « projet faim zéro ». Pour lui, il est nécessaire d'aller au-delà de la mobilisation sociale par l'action caritative et d'intégrer ce projet dans le cadre d'un développement économique à vocation sociale. Bien que la solution à moyen et long termes repose sur l'offre de travail et la redistribution des revenus dans un contexte de croissance soutenue, le nouveau président a déjà annoncé la création d'un secrétariat de l'urgence sociale chargé de mettre en œuvre des initiatives immédiates pour combattre la faim et les situations de pauvreté extrême.

L'objectif principal du « projet faim zéro » est, au cours du quatrième Plan (2003-2006), d'assurer la sécurité alimentaire à 10 millions de familles (environ 46 millions de personnes), classées en état de pauvreté et de misère. Ses trois principales priorités seront de réduire le prix des aliments, de garantir leur distribution y compris dans les régions les plus pauvres et d'offrir à la totalité des groupes en situation d'extrême précarité des programmes de secours spécifiques.

Le mécanisme choisi pour réaliser ce programme est la distribution de bons d'une valeur de 5 000 et 15 000 reais, destinés aux familles qui dépensent moins de 76 reais par tête pour l'alimentation. Ces bons pourront être échangés contre de la nourriture dans un réseau d'établissements agréés, recouvrant à la fois des supermarchés et le petit commerce.

Le coût de ce programme contre la faim est évalué à 5 milliards de dollars dont la moitié proviendra du fonds national de combat contre la pauvreté. L'autre moitié, selon le PT, devra être obtenue auprès des organisations internationales et

## BRESIL

des entreprises en échange d'exemptions fiscales acquises si elles contribuent au programme sous forme de dons ou de distributions de nourriture.

L'ambition et l'ampleur du « projet faim zéro » ainsi que les besoins en financement qu'il requiert représentent le grand défi social au quel le gouvernement doit faire face. Selon les mots de Lula lui-même, ce projet sera sa « priorité sociale immédiate ».

### Le monde du travail

Parmi les thèmes les plus sensibles, étant donné la base ouvrière du Parti des travailleurs, figurent le marché du travail et la négociation collective. Deux sujets de l'agenda de réforme de la législation du travail se détachent : l'automatisation de la négociation syndicale et l'introduction de modifications dans les contrats de travail pour stimuler les formes flexibles d'emploi.

#### L'héritage de Cardoso...

Entre 1994 et 2002, le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso a choisi une stratégie qui consistait à introduire des modifications graduelles et ponctuelles dans la *Consolidação das leis do Trabalho* (CLT), la législation sur l'emploi et le travail, et même dans la Constitution de 1988 à travers plusieurs dispositifs législatifs. Comme le permet la loi brésilienne, il est ainsi parvenu à des changements constitutionnels en recourant à des mesures « provisoires » ou à de simples décrets.

Cette stratégie a débouché sur un processus de réglementation du marché du travail : une flexibilisation des conditions de rémunération et d'utilisation de la main-d'œuvre. Mais elle a aussi entraîné des limitations de l'exercice du droit de

grève ainsi que des modifications dans la structure syndicale et la « Justice du travail » (*Justiça do Trabalho*), juridiction dont relèvent les conflits du travail.

Pour l'essentiel, le processus de flexibilisation du système industriel a été justifié comme un moyen de réduire le coût du travail pour les employeurs en référence aux conditions d'utilisation du travail.

Cette stratégie fait suite au diagnostic selon lequel le coût élevé du travail et des charges sociales serait un obstacle à la création d'emplois. Ces coûts élevés, à leur tour, seraient originellement dus à la rigidité de la régulation du marché de travail, qui serait préjudiciable à la compétitivité des entreprises. La flexibilité des contrats et la réduction des coûts sociaux du travail seraient donc les conditions fondamentales pour augmenter le niveau de l'emploi, pour réduire le chômage ainsi que le marché du travail « informel ».

Parmi les principales mesures de flexibilité approuvées pendant la gestion de Fernando Henrique Cardoso, il faut mentionner celles liées aux formes atypiques de travail. Ainsi, la Loi n° 9.601 et la *Medida Provisória* (MP) [acte provisoire] n° 1.709, de 1998, organisent respectivement les contrats à durée déterminée et à temps partiel. La première a introduit le contrat de travail temporaire et la modulation de la journée de travail par la voie de la création de la « banque des heures ». La *Medida Provisória*, a réglementé le contrat à temps partiel de façon à autoriser une durée de travail de 25 heures par semaine au maximum.

Bien que ces mesures aient été présentées comme stimulantes pour la création de nouveaux postes de travail, leurs détracteurs soulignent que leur principal objectif a été la réduction des coûts de sa-

laire et de licenciement. Selon ces critiques, même la « banque des heures », revendication syndicale, a été approuvée sans être accompagnée d'une réduction de la journée de travail et du nombre d'heures supplémentaires.

Pour les employés des services publics, on a aussi fait approuver des mesures qui permettent leur licenciement dans les cas où l'administration publique considère que le personnel est excédentaire, mesures qui aboutissent souvent à la suppression définitive des postes (MP n° 1.522/97).

Le gouvernement a augmenté la flexibilité des salaires depuis 1994 quand le projet de loi sur la participation des travailleurs aux profits des entreprises (PLR) a été approuvée. Ce dispositif légal est devenu, dans le secteur automobile par exemple, la partie variable du salaire négocié dans les conventions collectives. En même temps, le salaire variable a remplacé les clauses d'augmentation des salaires, réduisant de cette façon les pressions des syndicats et les coûts globaux du travail dans les entreprises. Plus tard, en 1995, le gouvernement a interdit toute clause d'indexation des salaires. La négociation des conditions de travail et des salaires dans les négociations collectives est depuis lors circonscrite au niveau des secteurs d'activité économique et des entreprises.

Le gouvernement a aussi introduit des mesures afin de permettre la suspension temporaire du contrat de travail pendant les stages de formation des travailleurs, et des programmes pour favoriser la création d'emplois par des mesures de soutien au petit commerce, aux services, etc.

Enfin, le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso a tenté de modifier l'organisation syndicale et la Justice du

travail (*Justiça do Trabalho*). Il a réduit l'autonomie qui fonde le droit de grève des syndicats. De plus, il a ajouté à la loi sur la grève (projet de loi n° 1.802) des dispositions qui tendent à rendre responsables les syndicats dans le cas de mouvements sociaux. De ce fait, dans le cas de grèves jugées abusives par la Justice du travail, des amendes quotidiennes très élevées sont prévues pour non-respect de la loi.

Quant à l'organisation syndicale, ce gouvernement a proposé de mettre fin à la représentation syndicale unique par région, ce qui a permis la concurrence entre différents syndicats pour la représentation d'une catégorie de travailleurs sur un territoire donné. La Justice du travail a aussi été modifiée de façon à optimiser ses procédures et à réduire le temps de résolution des conflits. En conséquence, le gouvernement a, d'une part, approuvé l'introduction de la « procédure sommaire pour les litiges individuels », dont l'enjeu ne dépasse pas 40 fois le salaire minimum (très bas au Brésil) et, d'autre part, il a autorisé la création de commissions de conciliation préalable entre les entreprises et les syndicats afin d'éviter que les conflits individuels n'arrivent à la Justice du travail. En somme, dans ce cas, le gouvernement a voulu stimuler la libre négociation entre les patrons et les employés, tout en réduisant les coûts des procès et le rôle médiateur de la Justice du travail.

Ce bref aperçu de la stratégie du gouvernement Cardoso par rapport à la problématique du marché du travail et des relations professionnelles indique clairement que le futur gouvernement Lula va rencontrer un paysage très modifié en ce qui concerne la question du travail et de sa réforme.

**... et les propositions du PT**

## BRESIL

La position du PT a été l'opposition systématique aux propositions de flexibilité conçues par le gouvernement Cardoso. Sur la question des contrats atypiques et des licenciements, le PT a toujours accusé le gouvernement d'adopter une position anti-syndicale et équivoque en ce qui concerne l'analyse des raisons et les solutions envisagées pour combattre le chômage. Autrement dit, le PT a toujours été en désaccord avec la thèse de la rigidité et des coûts élevés des institutions du marché de travail, aux quels on attribue, dans une large mesure, le chômage.

Le diagnostic du PT associe le chômage à la stratégie désordonnée d'ouverture commerciale, considérée comme responsable de la déstabilisation des processus productifs et des conséquences négatives sur l'industrie. De même, le PT critique fortement la priorité absolue octroyée à la stabilité monétaire et au contrôle de l'inflation. Selon lui, le grand défi est de générer 10 millions d'emplois entre 2003 et 2006. Pour y arriver le parti défend les investissements dans le domaine des infrastructures, du développement agricole, du tourisme, etc.

Aussi grave que le chômage, dit le PT, est le problème de la précarité et du travail informel. Comme dans les pays européens, les groupes les plus touchés par le chômage sont au Brésil aussi les jeunes, les travailleurs les moins qualifiés et les plus âgés.

Le programme du PT insiste sur la nécessité de moderniser la législation du travail. Les aspects les plus importants de cette modernisation sont :

- l'extension de la liberté syndicale, ce qui équivaut à reconnaître le caractère conflictuel des rapports entre le capital et le travail ;

- le renforcement des institutions de représentation syndicales et patronales ;
- la reconnaissance des centrales syndicales ;
- la diminution du travail informel ;
- la réduction de 30 % du chômage parmi les jeunes.

Un désaccord important existe entre les principales centrales sur la flexibilité du travail et la réduction concomitante des acquis sociaux. Tandis que la Centrale unique des travailleurs (CUT) liée au PT s'est opposée à la fois à cette flexibilité et aux licenciements, la Force syndicale a appuyé les initiatives du gouvernement Cardoso sur ces questions.

Les autres initiatives probables du PT seront :

- de réduire de 10 % le temps de travail sans réduction de salaire ;
- d'introduire dans la loi certaines clauses visant à rendre plus onéreux les licenciements pour les employeurs, comme l'augmentation de l'amende du FGTS (fonds de garantie du temps de service) ;
- d'aller vers l'extinction des heures supplémentaires.

Dans les domaines syndical et du travail, le PT devra adopter une stratégie qui contraste avec celle du gouvernement Cardoso. D'une part, le PT essaiera de revenir sur quelques changements introduits par le gouvernement Cardoso, surtout ceux relatifs à la flexibilité des formes de contrat et de licenciement et au droit de grève. D'autre part, le parti donnera la priorité à la définition des règles de la négociation collective ; il privilégiera les accords collectifs nationaux et développera l'autonomie de négociation entre syndicats et patrons. Enfin, pour la première fois, les centrales syndicales seront reconstruites en tant qu'entités légales

de représentation, ce qu'elles n'étaient pas jusque-là.

**Quel avenir ? Entre les défis de la dette économique et l'urgence de la dette sociale**

Comme nous l'avons dit précédemment, les défis que le futur gouvernement du PT de vraie ver ne sont ni peu nombreux ni banales. Conscrit par presque 52 millions de voix, Lula a un agenda complexe à gérer à court terme.

Du point de vue politique, le PT a de bonnes chances de négocier des soutiens au Congrès national même avec les partis de l'ancienne coalition, sur tout le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien). Au niveau des gouverneurs, la situation est moins favorable, mais à court terme une opposition frontale n'est pas envisagée.

Sur le front économique, les problèmes sont plus graves, les solutions plus urgentes et les degrés de liberté réduits pour 2003. Le problème central est le refinancement des dettes externe et interne et le rétablissement des lignes de crédit pour les entreprises brésiliennes. Cela exigera du gouvernement Lula une patiente et difficile négociation avec les créanciers externes et les organismes internationaux.

Sur le plan social, les deux principaux défis pendant la première année de gouvernement seront, d'une part de gérer l'énorme attente de la population à l'égard du nouveau président et, d'autre part, de mettre en œuvre l'ambitieux plan de combat contre la faim et la misère. Tout cela exigera du nouveau gouvernement une grande capacité politique et technique d'autant plus qu'il s'agit d'un programme qui concerne une population équivalente aux trois-quarts de la population française.

Enfin, en ce qui concerne le monde du travail, le PT propose un véritable changement de cap, à travers le renforcement des mesures de promotion de la négociation collective et des règles d'autonomie de négociation entre partenaires sociaux, donnant ainsi un rôle politique accru aux centrales syndicales et révisant la forme actuelle de la flexibilité du travail.

Du point de vue stratégique, le gouvernement Lula gagnera à élargir son agenda au-delà des seuls enjeux économiques s'il veut bénéficier du soutien des centrales syndicales, sur tout si l'on considère qu'il dispose d'une marge de manœuvre réduite pour sa première année d'exercice. Une possibilité pourrait être de négocier en priorité une réforme de la législation du travail. Deux points principaux seraient alors en discussion : la reconnaissance des centrales syndicales comme entités légales de représentation et l'introduction de changements pour favoriser une négociation collective plus autonome, au niveau des entreprises notamment. En s'appuyant sur le capital politique de Lula, le PT aura à négocier ce changement à grande échelle, dans une logique de simultanéité et d'interdépendance chère aux spécialistes de la théorie des jeux.

**Sources :**

BRASIL (2002), *Boletim Informativo*, Banco Central do Brasil, Brasília, setembro.

Barros, R.P., Henriques, R., E Mendonça, R. (2001), *De si gual dade e po bre za no Brasil : a estabilidade inaceitável*. Rio de Janeiro : IPEA, Texto para Discussão n° 200.

Car do so Jr., J.C. (2001) *Reforma do Estado e Desregulamentação do Trabalho Brasil nos Anos 90*, mimeo.

DIEESE-SEADE (2002), *Pesquisa de emprego e de sempre go (PED)*, abril, São Paulo, <http://www.dieese.org.br/>

## **BRESIL**

Folha de São Paulo 18 de Outubro 2002.

Folha de São Paulo 27 de Outubro 2002.

Folha de São Paulo, Folha Online - Especial - 2002 - Eleições.htm, vários números.

IPEA, (2002), *Conjuntura Econômica*, <http://www.ipea.gov.br/pub/cjon/cjon0090.pdf>

Krein, J.D., Oliveira, M. A. (1999), *Mudanças institucionais e relações de trabalho: as iniciativas do governo no FHC no período 1995-1998*. Belo Horizonte: *Anais do VI Encontro Nacional de Estudos do Trabalho*, Abet.

*Le Monde*, 29 outubro 2002.

O Estado de São Paulo, 27 de Outubro 2002.

Partido dos Trabalhadores (2002), *Programa de Governo*, [www.pralmeida.org/eleicoes2002/eleicoesPresid2002.html](http://www.pralmeida.org/eleicoes2002/eleicoesPresid2002.html).